

Dossier participant

L'EXPERTISE

SCIENTIFIQUE

FACE AUX CRISES

refonte ou ajustements ?

03

Édito

04

Programme

07

Intervenants



Dominique Le Guludec,
présidente de la Haute Autorité
de santé (HAS)

Depuis deux ans, la pandémie a remis sur le devant de la scène l'expertise scientifique qui a joué un rôle d'éclairage de la décision publique dans le contexte de forte incertitude. Un rôle d'autant plus difficile que, faute de données, cette expertise s'est construite au fil de la crise et de ses multiples rebondissements : variants, traitements, vaccins, confinement, déconfinement.

Un rôle aussi d'autant plus diffus avec la création de nouveaux lieux d'expertise et le risque de chevauchement des missions, voire la publication d'avis divergents.

Ce colloque international et participatif se propose de repartir des fondements de l'expertise scientifique, avec ses réussites et ses limites. Puis d'expliquer, avec nos homologues du National Institute for Health and Care Excellence (NICE), de l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux (INESSS) et de l'European network for Health Technology Assessment (EUnetHTA), les modalités de production de l'expertise dans un contexte d'urgence, où les données étaient rares. Comment ont-ils répondu aux attentes des pouvoirs publics tout en conservant leurs fondamentaux que sont la rigueur, la transparence et l'indépendance ?

Le colloque s'intéressera par la suite aux modalités de réception de cette expertise par les professionnels, mais surtout par les citoyens. Des citoyens qui ont été avides d'explications scientifiques tout en acceptant, paradoxalement, les idées fantaisistes, voire dangereuses, qui ont circulé sur les chaînes d'information continue ou les réseaux sociaux. Les prétendus experts, fort nombreux quand on sait le faible nombre de vrais experts du domaine, n'ont-ils pas contribué à ce brouillage médiatique ?

Enfin, et ce n'est pas la première fois, les pouvoirs publics auront sans doute à cœur de réinterroger l'expertise scientifique et son organisation. Quelles leçons tirons-nous collectivement de cette pandémie ? Que sauvegarder des ajustements en période de crise pour l'expertise en routine demain ?

Nul doute que tous ces sujets susciteront de nombreux débats à l'occasion de ce colloque. C'est l'occasion pour moi de remercier tous les orateurs qui nous font l'honneur de venir débattre avec nous de l'expertise scientifique de demain.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'D' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

14h00 | **Accueil et allocution d'ouverture**

Pr **Dominique Le Guludec**, présidente de la Haute Autorité de santé (HAS)

14h20 | **Session n° 1 : L'expertise scientifique et ses ambitions****Mise en perspective de l'expertise publique : gouverner par la science du 17^e siècle à nos jours**

Jérôme Lamy, chargé de recherche au CNRS

L'histoire de l'expertise menée par et pour les structures étatiques est une histoire longue. Au 17^e siècle, l'État royal veut connaître son territoire pour en maîtriser les frontières, les ressources (mines...) et les revenus (impôts et cadastre). À partir de la fin du 18^e siècle et tout au long du 19^e siècle, il s'agit de prendre en compte la population et de la considérer comme une ressource pour le maintien de l'ordre étatique. Le 20^e siècle voit naître le souci d'une expertise militaire et d'un quadrillage par les normes. La pandémie a-t-elle remis en cause les formes du gouvernement par et pour les sciences ?

Enjeux de prise en compte des SHS dans l'expertise

Marie Gaille, directrice de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS

Le contexte de la pandémie de COVID-19, dès mars 2020, a donné lieu à une mobilisation, sinon inédite, du moins exceptionnelle, dans le domaine des sciences humaines et sociales en France. L'Institut des sciences humaines et sociales (INSHS) du CNRS s'est attaché à accompagner cette mobilisation de recherche, en lien avec les partenaires académiques et l'alliance Athéna. La période ouverte avec le premier confinement en France en mars 2020 constitue une fenêtre unique d'observation pour considérer les formes d'expertise en SHS et tenter de tirer quelques leçons provisoires de la situation présente.

Faire de la recherche avec les personnes et non pour les personnes

Bruno Spire, directeur de recherches à l'Inserm et président d'honneur de l'association AIDES

Depuis sa création, AIDES tente de transformer la société à travers 4 piliers : des actions inspirées par le terrain et les besoins des personnes, la reconnaissance du savoir expérientiel, le plaidoyer pour la transformation sociale et l'action collective. L'alliance entre les associations et le monde de la recherche a conduit à travers des projets de recherche participative à de nombreuses avancées ayant eu des retombées concrètes pour le dépistage et la prévention du VIH en France. Cette expérience mérite d'être transférée à d'autres champs de la santé publique.

Le modèle des synthèses de connaissances

Laurent Fleury, responsable du pôle expertise collective de l'Inserm

L'objectif principal des expertises collectives de l'Inserm est d'apporter un éclairage scientifique indépendant et multidisciplinaire, sur des questions de santé, dans une perspective d'aide à la décision publique. Devant l'augmentation de la production et la spécialisation croissante des données de la recherche, la quantité d'informations produites sur une question de santé est devenue difficilement exploitable, en particulier pour des thématiques de santé publique ou de très nombreux éléments de différentes origines, sont interdépendants et interagissant de manière souvent subtile. Lors de la crise du SARS-CoV-2, le savoir-faire en termes d'identification d'experts et de recherche documentaire a été mis à la disposition de la cellule inter-ministérielle de gestion de la crise COVID via le consortium REACTing.

SUITE DU PROGRAMME [➔](#)

15h00

Session n° 2 : Atouts et tensions à la lumière de la COVID-19

Expertises scientifiques et urgence

Fiona Glen, directeur de programme, National Institute for Health and Care Excellence (NICE)

L'élaboration de nouvelles recommandations fondées sur les preuves et leur actualisation constitue un processus important qui nécessite du temps et des moyens considérables. Même s'il existe une méthodologie bien établie pour l'élaboration de lignes directrices, le processus lui-même a été critiqué pour son inefficacité, car l'actualisation d'une seule recommandation peut prendre jusqu'à deux ans. La pandémie de COVID-19 a forcé le NICE à procéder différemment, en adoptant une approche dynamique, car chacune des vagues a entraîné des contraintes différentes en matière de recommandations fondées sur des données probantes. Dans mon intervention, j'aborderai la raison pour laquelle une approche live des recommandations s'est avérée être la seule façon pour le NICE d'apporter les bonnes informations au bon moment lors de chaque étape de la pandémie, et comment cette approche peut être adaptée pour gérer de futurs besoins encore inconnus.

Michèle de Guise, vice-présidente du conseil scientifique, Institut national d'excellence en santé et services sociaux du Québec (Inesss)

Le bouleversement pandémique a touché le Québec quelques semaines après l'émergence en Europe. L'INESSS a pu très rapidement être intégré au sein de la cellule de crise formée par le ministère de la Santé pour gérer cette situation sans précédent. Aux premières loges, nous avons pu de façon très dynamique et en temps réel être en appui à la prise de décision sur les modalités de soins et services à préconiser dans un contexte de haute incertitude. Nous avons pu adapter nos méthodes pour générer des réponses rapides avec toutes les nuances nécessaires dans ce contexte où les données probantes n'étaient aucunement disponibles et/ou les savoirs étaient parcellaires et en constante évolution. La solution aura été en partie de produire des lignes directrices évolutives, adaptées presque en temps réel en fonction de l'évolution des connaissances. Ce travail aurait été impossible sans l'appui de professionnels de la santé et d'experts qui nous ont accompagnés étroitement pendant toute cette période.

Expertise scientifique et indépendance

Marcus Guardian, président directeur général, European network for health technology assessment (EUnetHTA)

L'intervention abordera la question de savoir dans quelle mesure la qualité et l'indépendance de l'expertise scientifique en ETS (Évaluation des technologies de la santé) peuvent être préservées en situation de crise. Les enjeux des travaux nationaux et internationaux en ETS seront esquissés, ainsi que les réponses à ces défis et aux risques afférents. La crise de COVID-19 a mis à l'épreuve les systèmes de santé dans le monde entier, et l'ETS en Europe n'y a pas fait exception. Néanmoins, même si de nombreux enjeux persistent, l'ETS européenne en est sortie renforcée.

Appropriation de l'expertise sur le terrain

16h00

Focus : Expertise scientifique et perception citoyenne

Mathias Girel, maître de conférences ENS-PSL, agrégé de philosophie

L'expertise individuelle ou collective au sein d'une agence, d'une commission, d'un organisme, est souvent mal comprise : alors que c'est en général une procédure qui obéit à des règles strictes qui peut aboutir à des avis nuancés intégrant une pluralité de vues, elle est « bousculée » par l'image des « experts » des chaînes d'information en continu, ou même, plus généralement, par l'image médiatique de ceux qui, parce qu'ils ont une compétence sur un domaine particulier, se sentent autorisés à donner un avis sur d'autres disciplines ou d'autres questions. Mon exposé reprendra ces différents points, en examinant le préjugé selon lequel il y aurait une montée de la défiance à l'égard de l'expertise.

SUITE DU PROGRAMME [➔](#)

16h30

Session n° 3 : Vers de nouveaux ajustements dans l'expertise scientifique ?

Dimensions organisationnelles de l'expertise en temps de crise

Henri Bergeron et **Olivier Borraz**, directeurs de recherche au CNRS au Centre de sociologie des organisations à Sciences Po

La pandémie de COVID-19 en France a conduit à la création de nombreuses organisations ad hoc, tant en matière d'expertise scientifique que de gestion de crise, alors même que la France se préparait de longue date à ce type d'événement. Comment analyser cette prolifération organisationnelle ? Quels problèmes a-t-elle induits ? L'intervention reviendra aussi sur les limites observées dans l'apprentissage et les leçons tirées de ce type de crise. Enfin, elle interrogera la signification de cette gestion sur la confiance des citoyens dans les institutions, des institutions dans les citoyens et des gouvernants dans leurs propres institutions.

Table ronde

- **Catherine Deroche**, présidente de la commission des affaires sociales du Sénat
- **Audrey Dufeu**, vice-présidente de la commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale
- **Henri Bergeron** et **Olivier Borraz**, directeurs de recherche au CNRS au Centre de sociologie des organisations à Sciences Po
- **Dominique Le Guludec**, présidente de la Haute Autorité de santé



Henri Bergeron,
directeur de recherche au CNRS au Centre
de sociologie des organisations à Sciences Po

Henri Bergeron est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et au Centre de sociologie des organisations à Sciences Po. Il est le directeur du master organisations et management des ressources humaines et de l'*Executive Master Management* des politiques publiques de Sciences Po. Il dirige également le programme santé du Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP). Il assume aussi les fonctions de coordinateur scientifique de la Chaire santé de Sciences Po et de la mention *Management and Public Affairs* du master d'affaires publiques.

Il poursuit ses recherches sur les politiques publiques de santé et les transformations des pratiques et de la profession médicale en étudiant divers objets : drogues illicites, alcool, obésité, recherche médicale, santé publique. Il mobilise les outils de la sociologie de l'action publique, des mouvements sociaux et surtout de la sociologie des organisations, afin de rendre compte des dynamiques à l'œuvre dans les processus de formation de l'action publique et dans ceux qui président aux reconfigurations des champs organisationnels et institutionnels. Il est particulièrement intéressé par les liens entre savoir, expertise et politique, et de manière plus générale, au changement organisationnel et institutionnel.

Il vient de publier avec **Patrick Castel** : *Sociologie politique de la santé* aux Presses universitaires de France (2018) et avec **Borraz O., Castel P., Dedieu F., COVID-19 : une crise organisationnelle, Presses de Sciences Po (2020).**



Olivier Borraz,
directeur de recherche au CNRS au Centre
de sociologie des organisations à Sciences Po

Olivier Borraz est directeur de recherche au CNRS, directeur du Centre de sociologie des organisations (UMR 7116 CNRS-Sciences Po). Ses recherches portent sur la gouvernance des risques et la préparation à la gestion des crises. Il a notamment publié en 2008 *Les politiques du risque* et en 2020 avec **H. Bergeron, P. Castel** et **D. Dedieu**, *COVID-19 : une crise organisationnelle* (Presses de Sciences Po). Il coordonne actuellement le projet ANR *CrisOrg* (Organisations en crise) et un groupe de travail consacré aux logiques décisionnelles et organisationnelles dans la crise sanitaire et sociale au sein de l'action concertée COVID et SHS de l'agence REACTing Maladies infectieuses émergentes.



Catherine Deroche,
présidente de la commission des affaires
sociales du Sénat

Catherine Deroche est médecin oncologue de formation et sénatrice depuis 2010. Actuellement présidente de la commission des affaires sociales du Sénat, elle est également rapporteure de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la COVID-19 et de sa gestion (rapport du 08/12/20). **Mme Deroche** est, par ailleurs, membre de la mission commune d'information chargée d'évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités, rapporteure de la branche maladie des PLFSS 2017, 2018 et 2019 et présidente du groupe d'études sur le cancer (2016-2020). Elle est aussi titulaire du conseil d'administration de l'Institut national du cancer (Inca) et de la Commission des comptes de la Sécurité sociale (CCSS).



Audrey Dufeu,
vice-présidente de la commission des affaires
sociales de l'Assemblée Nationale

Députée de la Loire-Atlantique et vice-présidente de la commission des affaires sociales, **Audrey Dufeu** est spécialiste des questions liées au grand âge. Engagée sur les sujets de santé, elle travaille également sur la souveraineté sanitaire en France et s'intéresse à la prévention des risques de l'alcool et, avant d'être élue, elle dirigeait un centre de soins de suite et réadaptations.



Laurent Fleury,
responsable du pôle expertise collective
de l'Inserm

Laurent Fleury est pharmacien PhD spécialisé en santé publique depuis 25 ans. Après avoir passé une dizaine d'années à l'hôpital dans la gestion des risques, il a rejoint l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) où il a assuré diverses fonctions portant sur l'information scientifique, la transparence des décisions et la politique scientifique. Depuis mai 2016, **Laurent Fleury** est responsable du pôle expertise collective de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) qui apporte un éclairage scientifique utile à la prise de décision sur des questions de politique publique de santé. Il assure le cadrage scientifique, le support bibliographique, la coordination et la valorisation des expertises collectives.



Marie Gaille,
directrice de l'Institut des sciences humaines
et sociales du CNRS

Marie Gaille est directrice de recherche en philosophie au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), affiliée à l'UMR SPHère. Sa recherche porte sur les décisions médicales qui engagent une conception de la vie valant d'être vécue aux différents âges de la vie et sur la relation entre santé, maladie et environnement, et ses implications conceptuelles, normatives et cliniques. À partir du 1^{er} septembre 2021, elle est la directrice de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS.



Mathias Girel,
maître de conférences ENS-PSL, agrégé
de philosophie

Mathias Girel est philosophe, maître de conférences au département de philosophie de l'École normale supérieure, et directeur du Centre d'archives en philosophie, histoire et édition des sciences (Caphés); il dirige également l'équipe Centre Cavaillès, dans l'unité République des savoirs. Il est spécialiste de philosophie américaine et du courant pragmatiste en particulier. Il mène également des recherches en philosophie et histoire des sciences sur les thématiques de l'instrumentalisation du doute et de la production de l'ignorance. Il a publié l'édition française de l'ouvrage de Robert Proctor, *Golden Holocaust, Origins of the Cigarette Catastrophe and the Case for Abolition*, 2012 (parution mars 2014), ainsi que *Science et territoires de l'ignorance* (Quae). Son ouvrage *L'Esprit en acte* sortira début 2021, aux éditions Vrin.



Fiona Glen,
directeur de programme, National Institute
for Health and Care Excellence (NICE)

Fiona Glen est directrice de programme du Center for Guidelines au National Institute for Health and Care Excellence (NICE) du Royaume-Uni, où elle supervise l'élaboration de recommandations fondées sur des données probantes pour les secteurs de la santé, de la santé publique et des services sociaux. Après une carrière qui a débuté dans le monde universitaire, elle a rejoint le secteur public en travaillant à l'Office des statistiques nationales du Royaume-Uni en se concentrant sur la santé et le handicap, puis à la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme où elle était directrice de la recherche et des politiques publiques. Fiona Glen a dirigé l'élaboration des recommandations sur la COVID-19 que le NICE a produites au cours des 18 derniers mois.



Marcus Guardian,
président directeur général, European network
for health technology assessment (EUnetHTA)

Sur la base d'une formation en droit international (*Technische Universität Dresden*), en administration des affaires (université de Qingdao) et en études diplomatiques (université de Leicester), Marcus Guardian s'est forgé une carrière dans le développement de réseaux, l'orientation stratégique et la gestion des politiques. En 2016, il a accepté le défi de diriger l'action commune EUnetHTA 3 en tant que directeur des opérations (COO). Parallèlement à cela, Marcus Guardian a récemment lancé l'*International Horizon Scanning Initiative (IHSI)* en tant que directeur général, créant un regroupement mondial de parties prenantes pour adopter des outils innovants basés sur les données qui auront un impact significatif sur le potentiel de négociation des produits de santé nationaux.



Michèle de Guise,
vice-présidente du conseil scientifique,
Institut national d'excellence en santé
et services sociaux du Québec (Inesss)

Diplômée en médecine à l'université de Montréal, Michèle de Guise a complété sa formation de cardiologue à cette même université. Elle a ensuite ajouté des formations subspecialisées en réadaptation cardiaque, en échographie et dans le traitement et la prise en charge de patients souffrant d'insuffisance cardiaque terminale. Elle a œuvré durant plusieurs années comme cardiologue au Centre hospitalier de l'université de Montréal (CHUM). Elle a ajouté à sa formation une maîtrise en gestion à l'université McGill et un *fellowship* sur l'utilisation des données probantes en gestion de la Fondation canadienne pour l'amélioration des services de santé. Elle a occupé au CHUM des postes d'encadrement supérieur. Dr de Guise occupe le poste de vice-présidente scientifique à l'INESSS depuis février 2020 et antérieurement celui de directrice des services de santé et de l'évaluation des technologies de l'INESSS depuis juillet 2015.



Jérôme Lamy,
chargé de recherche au CNRS

Jérôme Lamy est historien et sociologue des sciences, chargé de recherche au CNRS. Formé à l'histoire des sciences (doctorat, EHESS, 2004), il a ensuite mené des travaux orientés vers la sociologie (HDR, UVSQ, 2014) et l'anthropologie. Ses recherches postdoctorales à l'Observatoire de Paris, à l'université du Québec à Montréal, à l'université de Toulouse, au Centre national d'études spatiales et à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines lui ont depuis permis de travailler sur l'histoire des politiques spatiales, la matérialité des savoirs et les sciences de gouvernement. Il a également construit une série d'enquêtes sur l'épistémologie des sciences sociales (autour de la figure de Michel Foucault, sur l'histoire des STS). Il a notamment publié *L'observatoire de Toulouse aux XVIII^e et XIX^e siècles*; *Archéologie d'un espace savant* (PUR, 2007); *Faire de la sociologie historique des sciences et des techniques* (Hermann, 2018); *Politique des savoirs; Michel Foucault, les éclats d'une œuvre* (éditions de la Sorbonne, 2019) et avec **Jean-François Bert**, *Voir les savoirs; Lieux, objets et gestes de sciences* (Anamosa, 2021).



Bruno Spire,
directeur de recherches à l'Inserm et président
d'honneur de l'association AIDES

Bruno Spire est un chercheur vivant avec le VIH et un militant de l'association AIDES. Il est directeur de recherche à l'Inserm, il dirige l'équipe santé et recherches communautaires du Sciences économiques et sociales de la santé et traitement de l'information médicale (SESSTIM) à Marseille.

Virologue et médecin de formation, il change de thématique en 1999 et se reconvertit aux sciences sociales appliquées à la santé publique. Ses principaux thèmes de recherche sont l'interface entre recherche clinique et Soins humanités et société (SHS) et des recherches participatives avec les associations communautaires de lutte contre le Sida.

#ColloqueHAS - 15/11/2021

**L'EXPERTISE
SCIENTIFIQUE
FACE AUX CRISES
refonte ou ajustements ?**

**Retrouvez tous nos travaux sur :
has-sante.fr**

